



Actualisation de nos propositions

Mars 2017

Le site d'AGA : <http://agaucheautrement.hautetfort.com/>

Dans sa charte, révisée en 2010, AGA se voulait « *une boussole dans un univers mondialisé, dont les valeurs, les règles, les forces et les puissances changent à grande vitesse.* », et entendait esquisser « des voies possibles pour le renouveau à gauche », s'appuyant sur « les principes d'un nouveau pacte social, la solidarité [étant] l'exigence nécessaire pour un consensus démocratique fondateur de ce pacte », un projet basé sur l'équité sociale, la solidarité et la justice fiscale.

Quelles étaient ces voies :

- un renouveau du projet européen : « Nous voulons une Union qui porte des valeurs humanistes et démocratique qui s'incarneront dans ses projets, son fonctionnement et ses réalisations »
- un autre modèle de croissance, se mesurant à « sa capacité de préserver la dignité, l'intégrité, l'épanouissement de l'homme et le développement harmonieux du monde », et fondé sur un développement durable
- une éducation et formation tout au long de la vie, « ciment de la démocratie », en rappelant la triple mission de l'éducation nationale : « construire un socle commun de culture et de citoyenneté, permettre à chacun de valoriser ses talents et ses capacités quels qu'ils soient, donner à tous si nécessaire une seconde, voire une troisième chance de s'intégrer professionnellement et socialement »
- Ouvrir largement l'espace de la pratique politique aux parties prenantes de la société civile, en rappelant qu' « il n'y a pas de réformes sans l'adhésion des citoyens »

Nous avons approfondi la réflexion sur ces thèmes, pour aboutir à des propositions faisant consensus de notre Club et permettant de jauger les programmes des candidats à l'aune de nos exigences et de

nos espoirs. Au-delà d'un catalogue, elles ont

vocation à s'intégrer dans un projet de société global et cohérent.

Réformer les institutions

La démocratie en a besoin. Nous voulons des institutions et des règles qui :

- imposent la séparation des pouvoirs (Exécutif, législatif, judiciaire, médiatique...)
 - permettent d'assurer au niveau national une vraie représentativité des élus sur les critères sociaux et territoriaux
 - favorisent l'expression citoyenne et une participation citoyenne active et au-delà d'une consultation formelle dans l'esprit d'un contrôle citoyen, appuyée sur une éducation citoyenne à tous les niveaux de la formation
- Ces réformes exigent une modification de la Constitution (ou sa réécriture) : remplacer la « monarchie présidentielle » actuelle par une démocratie parlementaire / inclure dans les institutions des structures de consultation citoyenne responsables

La nouvelle constitution devra prendre en compte de nouvelles questions sociétales comme l'égalité Femmes/Hommes ou la fin de vie.

Les élus devront s'engager à respecter une charte éthique (non cumul, transparence, exemplarité,...) et à rendre des comptes aux citoyens.

Lutter contre le chômage et les inégalités de revenus

Il s'agit de « *transformer les coûts globaux du chômage en travail et en revenus mieux partagés par une intervention de l'État* » redonnant à chacun sa dignité, pour aboutir à :

- une augmentation des bas salaires
- un partage du travail par une diminution des cotisations sociales des entreprises qui embauchent et un complément de revenus pour les salariés avec temps de travail plus réduit acceptant ou obligés de travailler moins
- La formation tout au long de la vie professionnelle pour permettre l'insertion

professionnelle et sociale de tous

- garder le modèle de protection sociale issu de la Résistance
- réaménager profondément la fiscalité, notamment sur les classes moyennes
- créer des emplois grâce aux politiques publiques et à la transition écologique incluant une transition énergétique afin d'épargner les ressources naturelles non renouvelables

Accroître la cohésion sociale

Dans ce but il faut agir sur tous les domaines qui ont une incidence sur la cohésion sociale :

- la sécurité sociale doit être universelle
- la participation de la société civile à la définition des politiques sociales et aux services sociaux de proximité
- une réforme hospitalière visant à abolir le numerus clausus, lutter contre la désertion des généralistes sur les territoire ruraux, établir les budgets des hôpitaux sur le fonctionnement global et non comme aujourd'hui sur les actes, repenser le dispositif technique et territorial des établissements ; rééquiper les hôpitaux de proximité en zone rurale ; sortir la médecine privée de l'hôpital public; créer des postes de personnels hospitaliers
- une Ecole se caractérisant par la diversification des contenus et des méthodes pédagogiques, et donc une réforme de la formation des enseignants et du respect de la carte scolaire par les structures
- des moyens supplémentaires pour permettre à la Justice de lutter contre l'iniquité et l'engorgement des dossiers
- le développement de l'ESSE (Economie sociale, solidaire et environnementale) pour créer des emplois, favoriser les circuits courts et le lien social
- une vraie mixité sociale dans les logements
- l'accès de tous aux équipements culturels
- une politique étrangère qui s'attaque aux causes de l'immigration et une politique d'accueil qui répartissent les migrants sur les territoires.

Réformer l'Union européenne

Nous voulons soutenir la poursuite de la construction européenne, convaincus que seule l'Europe, avec une fédéralisation progressive, est le cadre adéquat pour répondre aux défis du futur.

La France doit avoir un rôle actif dans la définition des politiques européennes au niveau économique (passer rapidement à la transition écologique, définir des règles pour les échanges commerciaux qui ne soient pas basés que sur le profit, garder l'euro...), au niveau social, au niveau éducatif et culturel, et au niveau de la politique étrangère (immigration, sécurité, terrorisme,...).

Et nous exigeons de nos représentants élus de prendre au sérieux leurs mandats européens.

Faire une autre réforme territoriale

L'approche républicaine et humaniste est le socle sur lequel doit reposer l'action publique, et donc la décentralisation. Opposée à un ékonomisme compétitif, elle réhabilite les notions de proximité et de ruralité, d'égalité des chances, d'équité territoriale, de projet de société pour vivre l'humain.

La décentralisation doit agir pour renforcer la cohésion sociale dans des espaces à taille humaine et faire vivre l'action locale mobilisant élus, associations et citoyens.

Chaque échelon doit correspondre à des besoins au plus près de leur manifestation : la commune, espace naturel du vivre-ensemble ; la coopération intercommunale comme démarche de projet ;

Le département est le partenaire historique des communes pour mettre en œuvre les solidarités territoriales et sociales.

L'action publique doit se dérouler dans la plus petite entité capable de la mener à bien par elle-même (principe de subsidiarité). Le complément de cette règle est la coopération verticale, horizontale et interterritoriale, qui met en commun projets et moyens quand ils dépassent les cadres habituels, pour dynamiser l'action publique et stimuler l'initiative des institutions vivantes.